



## Les comptes définitifs 2016 La croissance martiniquaise faiblit

**E**n 2016, la croissance économique martiniquaise ralentit fortement et devient légèrement négative: le produit intérieur brut (PIB) diminue de 0,3 % en valeur, après une hausse de 2 % en 2015. Ce rythme, en deçà de la moyenne nationale (+ 1,6 % en valeur) est soutenu par la seule consommation finale. Il est néanmoins freiné par le net repli de l'investissement et le manque de vigueur des échanges extérieurs. Hors produits pétroliers dont les prix continuent à chuter, la croissance martiniquaise serait positive de + 0,9 %.

Jean Louis, Emmanuel Thioux (Insee)

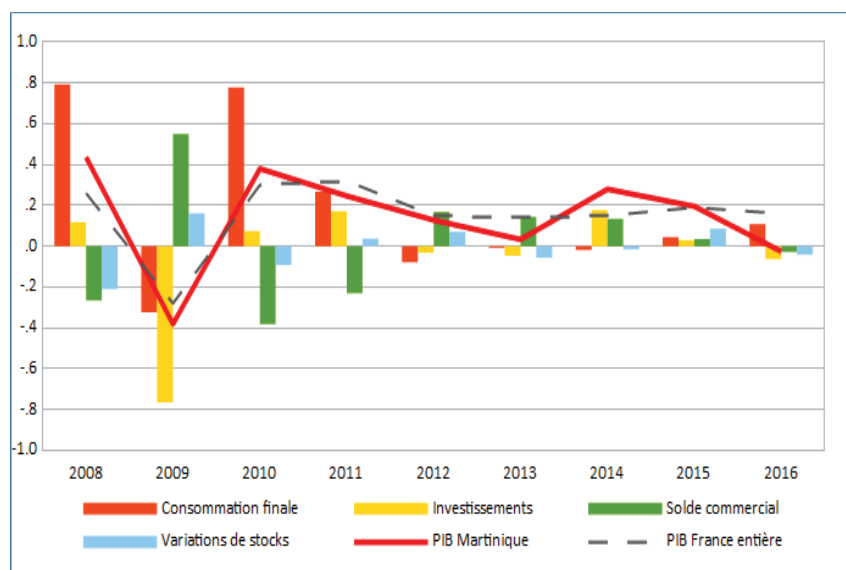
En 2016, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Martinique est négative (- 0,3 % en valeur après + 2 %) pour la première fois depuis la crise de 2009 où elle avait diminué de 3,8 % (*figures 1 et 2*).

La production chute de - 1,5 % (après + 1 % en 2015), tout comme les consommations intermédiaires (- 2,2 % après + 0,3 %). Elle est particulièrement freinée d'abord par la baisse plus importante en valeur de la production au sein du secteur de la cokéfaction et du raffinage (- 22,2 % après - 17 %) qui pâtit de la chute continue depuis 2012 des prix des produits pétroliers (- 8,8 % en 2016). A cela s'ajoute la faiblesse de la demande dans la construction dont la production chute à nouveau (- 12,6 %, après + 1,2 % en 2015).

La production agricole chute également (- 9,2 % après + 0,3 % en 2015) affectée lourdement par les mauvaises conditions climatiques dues à la tempête Matthew suivie de fortes intempéries.

### 1 Fort ralentissement de la croissance en 2016, imputable à la contraction de la demande

Le Produit Intérieur Brut et ses composantes (en point)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Martinique, base 2014

Inversement, la croissance de la production de produits agro-alimentaires, négative en 2015, repart à la hausse en 2016 (+ 4,1 %). Dans le commerce, la production croît faiblement (+ 1,6 %) mais davantage qu'en 2015 (+ 0,2 %). Cette hausse va de pair avec une production locale – hors énergie et construction – et une importation – hors énergie – qui progressent de, respectivement, + 0,7 % et + 2,8 % au lieu de – 1,5 % et – 2,4 %, en 2015.

Malgré un secteur de l'hébergement-restauration à nouveau dynamique (+ 5,3 % après – 0,1 % en 2015 ), la production de services ralentit (+ 1,5 % après + 2,7 % en 2015).

## La consommation finale bien orientée

En 2016, la consommation finale martiniquaise accélère légèrement (+ 1,1 % en valeur après + 0,4 % en 2015 ) (figure 1) et dépasse son plus haut niveau atteint en 2011. Les deux composantes de la consommation finale, celle des ménages et celle des administrations publiques, progressent respectivement de + 0,5 % (après + 0,1 % en 2015 ) et + 1,8 % (après + 0,9 % en 2015). La consommation finale est la seule composante de la demande à contribuer positivement (+ 1,1 point après + 0,4 en 2015) à la croissance du PIB 2016.

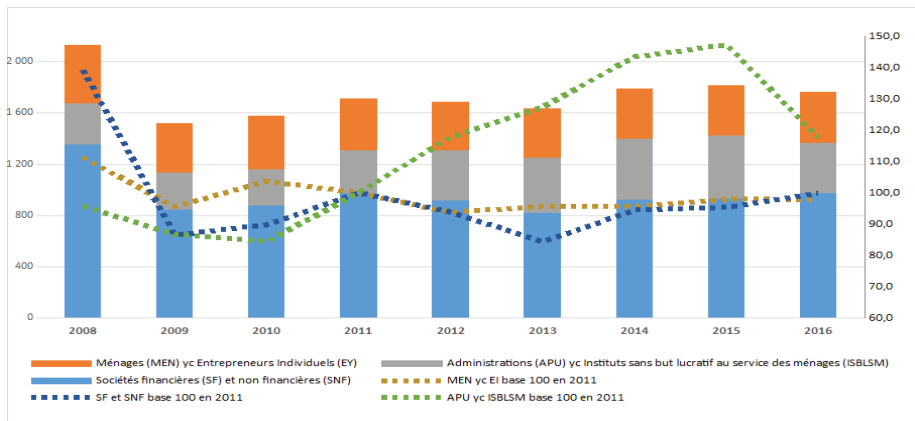
la consommation finale des ménages confirme son redressement en valeur. Après trois années consécutives de baisse entre 2011 et 2014, cette reprise, s'était amorcée en 2015 malgré une inflation légèrement négative (- 0,2 après + 0,1 %) et une population en diminution. En effet, le nombre d'habitants baisse de 1,1 % (après – 1 % en 2015), surtout dans les tranches d'âge les plus jeunes alors que le nombre de personnes de 60 ans ou plus progresse.

Le montant de la consommation des ménages est notamment affecté par la baisse des prix des produits pétroliers dont les achats diminuent de 3,2 % (après – 17 %). Les économies sur l'essence sont réallouées dans l'achat d'autres biens et services tels que celui de voitures particulières neuves dont les immatriculations restent dynamiques (+ 8,4 % après 14 %). Ceci va de pair avec le rebond des octrois de crédits à la consommation (+ 6,6 % après + 9,7 %) qui stagnaient, voire se contractaient depuis 2010.

La consommation des administrations publiques (définitions) remonte après un coup d'arrêt en 2015 : en 2016, elle croit de 1,8 % et pèse 45,1 % du PIB martiniquais. Cette inflexion freine la baisse du PIB avec une contribution positive de 0,8 point. Hors investissements, les principales dépenses des administrations publiques sont réalisées dans l'administration générale et la sécurité sociale (+5,7 % après + 0,9 %),

## 2 Contraction importante de l'investissement public

Investissement en millions d'euros courants et en base 100 en 2011



Lecture : En 2016 les sociétés financières et non financières ont investi 970 M€, ce montant est de même ordre que les montants investis en 2011 soit 99,8 % de celui-ci. .

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guadeloupe, base 2014

en santé humaine et action sociale (+1,3 % après – 1,8 %) et en enseignement (+1,9 % après + 1,4 %).

## Coup d'arrêt de l'investissement public

En 2016, la formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques diminue de 3,1 % (après + 1,4 % en 2015). Elle joue un rôle important dans la baisse du PIB qu'elle tire vers le bas de 0,6 point (après + 0,3 point en 2015). La demande intérieure des entreprises en biens d'équipements mécaniques, matériels électriques, électroniques et informatiques, en majorité importés, augmente de 11,3 % (après + 7 %) et tire l'investissement total vers le haut de 3,5 points. A l'opposé, la construction, qui représente 53 % du total des investissements en 2015, en diminuant de 11,4 %, le tire de 6 points vers le bas.

Cette dichotomie est due d'une part à un investissement privé qui continue de progresser (+ 3,3 % après + 1,3 % en 2015) et d'autre part à une forte contraction des dépenses d'investissement public (- 20,2 % après + 2,7 % en 2015) après avoir été un soutien important de l'économie durant les 4 dernières années (figure 3). Cette baisse résulte de la contraction des investissements dans le secteur hospitalier (- 26,3 % après – 7,9 %) qui retrouvent leur niveau de 2011 après plusieurs années de travaux (2012-2014), et de la chute des dépenses d'investissements des collectivités locales (- 28,2 % après + 10,9 %) qui représentent 70 % des dépenses d'investissements publics.

Enfin, l'investissement des ménages recule légèrement (- 0,2 % après + 2,4 %) en adéquation avec le ralentissement des encours des crédits à l'habitat des ménages (+ 2,3 % après + 5,6 % en 2015 et + 1,3 % en 2014).

## La valeur des échanges extérieurs diminue

En 2016, le prix des produits pétroliers chute. La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA), principal acteur du secteur d'activité raffinage, importe, produit pour le marché local et pour export des produits pétroliers raffinés. Elle a durement été touchée par la chute des cours des produits pétroliers depuis le retournement des cours en 2012 où le baril s'échangeait au prix record de 109,45 \$ USD. Le baril de Brent s'échange en 2016 au prix 40,68 \$USD, soit une baisse de 17,8 % (après – 48,6 % en 2015) pour atteindre son plus bas niveau depuis 2005.

En Martinique, les échanges de produits pétroliers représentent plus de 20 % des importations et 40 % des exportations. Le total des importations diminue de ce fait de 2,4 % en valeur comme l'année précédente (- 2,3 %), tandis que hors produits pétroliers, il augmente de 2,8 %, grâce notamment aux importations de biens manufacturés (+ 3,7 %) qui y contribuent positivement de 2,1 points.

Les exportations chutent plus lourdement de 9,5 % en valeur (après – 3,9 %), tandis que hors produits pétroliers (- 37,8 % après – 23 %), elles ne diminuent que de 0,8 %. Si les exportations de produits agricoles dégringolent de près de 40 % suite aux intempéries qui ont affecté la production, le secteur du transport se stabilise et baisse de 1 % après avoir fait un bond de 19 % en 2015 grâce au dynamisme de la fréquentation des lignes aériennes de la compagnie locale Air Caraïbe Atlantique.

Il en résulte un solde commercial qui tire légèrement la croissance de l'activité vers le bas (- 0,3 point de PIB), la baisse des importations n'arrivant pas à compenser intégralement (+ 0,8 point de PIB) la baisse

occasionnée par la chute des exportations (- 1,1 point de PIB).

### Le tourisme au beau fixe

L'année 2016, qui a vu se concrétiser l'ouverture des vols directs entre la Martinique et les États-Unis (New York, Boston, Baltimore) par la Norwegian Airlines, confirme l'attractivité de la destination «Martinique» ainsi que la bonne santé du secteur qui pèse 3,8 % dans le PIB hors effets indirects et induits.

La fréquentation touristique de la Martinique augmente au même rythme que l'année précédente (9,3 %, après 9,8 %) et dépasse le seuil des 850 milliers de visiteurs avec 878 860 personnes, seuil qu'elle n'avait plus atteint depuis l'an 2000. Les dépenses des touristes accélèrent en valeur (+ 7,5 % après + 2,8 %) pour atteindre 329,7 millions d'euros.

La hausse des dépenses est à mettre principalement aux bénéfices des dépenses de la clientèle de séjour (+ 7,7 %) qui représente 59 % des touristes et 93 % de leurs dépenses; et de la clientèle de croisière dont les dépenses et le nombre augmentent respectivement de 14,3 % et 16,1 % pour atteindre 11,3 millions d'euros et 280 566 personnes.

### Augmentation en trompe-l'œil du pouvoir d'achat des ménages

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages martiniquais diminue en 2016 (+ 0,4 % après + 2,3 %) (figure 3). Ce ralentissement est imputable en particulier au recul des revenus d'activités des entrepreneurs individuels (- 9,3 % après + 1,1 % en 2015) et à la hausse des cotisations sociales (+ 4,7 % après + 1,7 % en 2015) qui progressent plus vite que les prestations sociales (+ 2,7 % après + 5,3 % en 2015) (figure 3).

Le revenu d'activité des entrepreneurs individuels est pénalisé par les difficultés rencontrées par les secteurs agricoles et du bâtiment où ces derniers sont présents en grand nombre. En effet, ils ont été durement touchés pour le premier par les intempéries et le second par la faiblesse de la demande en logement et chantiers publics.

Le recul des composantes du revenu disponible brut est néanmoins intégralement compensé par la hausse des revenus de la propriété net reçus (+ 16,4 % après - 0,8 %) qui comprend la part des bénéfices que les entreprises redistribuent aux ménages actionnaires. Avec une hausse de 13,9 % des dividendes (après + 3,5 %), les entreprises se sont montrées généreuses malgré une rentabilité en baisse (- 7 %) faisant passer le taux de marge de 33,7 % à 31,4 % figure 5, niveau qui reste néanmoins au-dessus de sa moyenne décennale (29,7 %).

### 3 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

	2014	2015	2016	évol 2015/2014	évol 2016/2015
<b>PIB</b>	<b>8 506</b>	<b>8 673</b>	<b>8 650</b>	<b>1,96 %</b>	<b>-0,26 %</b>
dont VA	8 133	8 255	8 182	1,50 %	-0,89 %
dont taxes nettes sur produits	373	417	469	11,94 %	12,33 %
<b>Indice des prix à la conso / inflation</b>	<b>129,7</b>	<b>129,8</b>	<b>129,5</b>	<b>0,1%</b>	<b>-0,2%</b>
<b>Revenu national brut -&gt; RNB</b>	<b>8 815</b>	<b>8 929</b>	<b>9 043</b>	<b>1,30 %</b>	<b>1,28 %</b>
RDB	8 854	8 953	9 069	1,12 %	1,30 %
<b>Sociétés Non Financières (SNF)</b>					
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	1 101	1 211	1 092	9,99 %	-9,86 %
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	921	919	948	-0,21 %	3,18 %
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement	82	145	62	77,30 %	-57,35 %
Taux de marge en % VA	31,6%	33,7%	31,4%	6,60 %	-7,00 %
Taux d'investissement en % de la VA	26,5%	25,6%	27,2%	-3,28 %	6,45 %
Taux d'autofinancement en % de la FBCF	83,0%	97,9%	82,8%	17,96 %	-15,46 %
<b>Sociétés Financières (SF)</b>					
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	208	211	240	1,46 %	13,69 %
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	-3	7	22	-334,69 %	215,24 %
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement	234	188	164	-19,72 %	-12,57 %
<b>Ménages y compris EI</b>					
Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors EI	878	876	891	-0,18 %	1,67 %
Revenus mixtes des entrepreneurs individuels (EI)	394	398	361	1,06 %	-9,32 %
Salaires bruts reçus	<b>3 759</b>	<b>3 821</b>	<b>3 855</b>	<b>1,64 %</b>	<b>0,88 %</b>
<i>Prestations sociales hors transferts sociaux en nature</i>	1 597	1 682	1 728	5,33 %	2,71 %
<i>Revenus de la propriété nets reçus</i>	376	373	435	-0,77 %	16,43 %
Impôts courants	448	447	455	-0,23 %	1,83 %
Revenu Disponible Brut (RDB) des ménages	6 433	6 580	6 605	2,29 %	0,37 %
Dépense de consommation finale	4 912	4 915	4 940	0,08 %	0,50 %
Consommation effective des ménages	<b>5 579</b>	<b>5 598</b>	<b>5 629</b>	<b>0,35 %</b>	<b>0,55 %</b>
Épargne brute	1 522	1 665	1 665	9,41 %	0,00 %
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	388	397	396	2,43 %	-0,17 %
Capacité(+)/ Besoin(-) de financement	1 295	1 454	1 456	12,31 %	0,14 %
Taux d'épargne (en % du RDB)	<b>23,7%</b>	<b>25,3%</b>	<b>25,2%</b>	<b>6,97 %</b>	<b>-0,38 %</b>
Taux d'épargne financière (en % du RDB)	20,1%	22,1%	22,0%	9,80 %	-0,23 %
<b>Relations avec le reste du monde</b>					
Exportations de biens (FAB)	1 050	1 009	913	-3,89 %	-9,49 %
Importations de biens (CAF)	3 006	2 936	2 865	-2,34 %	-2,41 %
Solde commercial	-1 956	-1 926	-1 951	-1,51 %	1,29 %
<b>Capacité(+)/ Besoin(-) de financement de la région</b>	<b>-1 370</b>	<b>-1 336</b>	<b>-1 238</b>	<b>-2,48 %</b>	<b>-7,37 %</b>

Niveaux en millions d'euros courants et taux en %.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Martinique base 2014

Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale diminue légèrement (- 0,2 % après + 0,1 % en 2015) en lien avec la chute du prix des produits pétroliers. Le pouvoir d'achat du revenu disponible, c'est-à-dire corrigé de l'inflation, augmente donc peu (+ 0,6 %) après avoir bondi de 2,2 % en 2015. Compte tenu de la baisse de la population de 1,1 %, le pouvoir d'achat par tête augmente en trompe-l'œil de 1,7 % (figure 3) après + 3,2 % en 2015 avec une baisse de la population comparable (cf. supra).

La consommation des ménages en volume augmentant légèrement (+ 0,7 %), de même que le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (+ 0,6 %), le taux d'épargne des ménages qui dépend de ces deux composantes, baisse de 0,1 point pour s'établir à 25,2 % (figure 3). De même que le taux d'épargne financière des ménages qui passe de 22,1 % à 22 %, les dépenses d'investissement ayant légèrement diminué (- 0,2 % après + 2,4 %) et le revenu disponible brut, légèrement augmenté (+ 0,4 % après + 2,3 %).

### Légère détérioration de la rentabilité des entreprises non financières

Le taux de marge des entreprises non financières baisse de 7 % (après + 6,6 %) et passe de 33,7 % en 2015 à 31,4 % en 2016, l'excédent brut d'exploitation de ces dernières – assimilé aux profits avant impôts – diminuant davantage (- 9,9 % après + 10 %) que la richesse qu'elles ont créée (- 3,1 % après + 3,2 %) (figure 3).

Le taux de marge des entreprises non financières pâtit tout d'abord de la faiblesse de cette richesse créée notamment par les branches d'activité raffinage (- 19,2 % après - 1,9 % en 2015) et construction (- 15,4 après + 2,2 % en 2015). La baisse de valeur ajoutée des entreprises non financières contribue à la baisse dudit taux de 2,1 points.

Il pâtit également du redressement marqué des rémunérations versées aux salariés



jusqu'à stables (+ 2,2 % après + 0,3 %), la période étant également marquée par un léger recul du taux de chômage qui passe de 19 % à 18 % en 2016. Les rémunérations contribuent quant à elles de 1 point à la baisse du taux de marge.

Il bénéficie en revanche d'impôts nets des subventions qui baissent davantage (- 48,6 % après - 5,9 % en 2015). Ces derniers contribuent au taux de marge de 0,8 point à la hausse. Les entreprises ont bénéficié des dispositions prises par l'État pour

réduire les charges qui pèsent sur elles et d'une hausse importante des subventions dans le transport routier de voyageurs dans le cadre du projet de Transport collectif en site propre (TCSP) qui se poursuit malgré les retards récurrents.

En revanche, malgré des marges réduites, les entreprises non financières investissent davantage en 2016 (+ 3,2 % après - 0,2 %) ce qui fait progresser leur taux d'investissement (27,2 % après 25,6 % en 2015) (*figure 3*). ■

## Définitions :

**Produit intérieur brut (PIB) :** mesure de la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Les PIB mentionnés dans cette publication sont mesurés en valeur (ou à prix courants).

**Revenu disponible brut des ménages (RDBM) :** revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, après opérations de redistribution. Il comprend l'ensemble des revenus d'activité (rémunérations salariales y compris cotisations légalement à la charge des employeurs, revenu mixte des non-salariés), des revenus de la propriété (intérêts, dividendes, revenus d'assurance-vie...) et des revenus fonciers (y compris les revenus locatifs imputés aux ménages propriétaires du logement qu'ils occupent). On y ajoute principalement les prestations sociales en espèces reçues par les ménages et on en retranche les cotisations sociales et les impôts versés.

**Valeur ajoutée (VA) :** solde du compte de production. La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

**Consommation intermédiaire :** valeur des biens et services utilisés pour assurer la production.

**Excédent brut d'exploitation (EBE) :** solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés et des impôts nets des subventions sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

**Taux de marge (EBE/VA) :** ratio qui rapporte l'excédent brut d'exploitation ou le revenu mixte à la valeur ajoutée.

**Taux d'investissement :** ratio qui rapporte l'investissement corporel brut hors apport à la valeur ajoutée (VA).

**Taux d'épargne :** ratio qui rapporte l'épargne des ménages au revenu disponible brut.

**Taux d'emploi :** le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

**Hébergement-restauration :** La consommation dans le secteur de l'hébergement-restauration diminue malgré la hausse de touristes. En effet, certains modes d'hébergement des touristes comme les plateformes communautaires payantes de location et de réservation de logements de particuliers comme Airbnb ne sont pas comptabilisés ici.

**Consommation des administrations publiques :** celle-ci est conceptuellement égale à la production desdites administrations. Cette production étant évaluée aux coûts des facteurs, soit l'ensemble de leurs dépenses hors investissement utilisées pour remplir sa mission de service public à la nation ; la consommation des administrations correspond à leurs dépenses de fonctionnement (consommations intermédiaires) et rémunérations dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'administration générale et la sécurité.

## Source et méthode :

La comptabilité nationale vise une description la plus pertinente possible du fonctionnement de l'économie. Des changements de base réguliers sont opérés pour tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie, et des sources statistiques (enquêtes ou données administratives notamment) qui permettent de le décrire.

n 2015, les comptes nationaux sont passés en base 2010, notamment pour mettre en œuvre la nouvelle version du Système européen de comptes, le SEC 2010, modifiant en particulier le champ des dépenses comptabilisées en investissement pour y inclure les dépenses en R&D et en systèmes d'armes.

En 2017, ils sont passés en base 2014 pour comptabiliser le trafic de stupéfiants et caler les échanges extérieurs de services sur les données de la balance des paiements. En 2019, les comptes régionaux Antilles-Guyane sont à leur tour passés en base 2014.

Ce changement comprend toutes les recommandations du SEC 2010 sauf celles qui relèvent de la prérogative nationale, tels les systèmes d'armes, ou qui n'ont pas un impact significatif sur l'économie de la région Antilles-Guyane tel que le travail à façon. L'existence de statistiques spécifiques, notamment sur le commerce extérieur, permet l'élaboration de comptes régionaux en Martinique, Guyane et Martinique selon les méthodes et concepts du système de comptabilité nationale. Les comptes des DOM sont en base 2014. La production de ces comptes régionaux n'est donc pas une régionalisation des comptes nationaux comme dans les régions métropolitaines. Les comptes régionaux annuels donnent une fois par an une description globale et détaillée de l'économie régionale.

Cette description porte sur les ressources et emplois de biens et de services, l'activité des branches, les comptes des secteurs institutionnels et les tableaux entrées-sorties (TES) ainsi que les tableaux économiques d'ensemble (TEE).

Service territorial de Fort-de-France  
Centre technopole de Kerlys - bâtiment D1  
5, rue Saint-Christophe - CS 10641  
97262 Fort-de-France Cedex

Directeur de la publication :  
Olivier LENA

Rédacteur en chef :  
Sylvie BLANC

Mise en page :  
Myriam JELAINÉ  
ISSN : 2416-8106  
© Insee 2021

## Pour en savoir plus

- « La Martinique en 2016 », Rapport annuel de l'IEDOM – juin 2017 [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)
- « Le bilan économique 2016 : l'activité économique en Martinique reprend des couleurs en 2016 », Insee Conjoncture n° 3, juin 2017
- « Les comptes économiques des DOM », consultables sur [www.cerom-outre-mer.fr/martinique](http://www.cerom-outre-mer.fr/martinique) et sur [www.insee.fr/martinique](http://www.insee.fr/martinique)

